

comme nous en avons été témoins, dans la province de Québec. Nous avons constaté le climat de désespoir qui y régnait, propice à l'implantation des terroristes.

● (9.40 p.m.)

Je prétends très sérieusement que si nous arrêtons ce soir tous les membres du FLQ et les condamnions à la peine capitale, il en surgirait d'autres pour les remplacer demain matin et cela durerait tant que l'on ne remédierait pas à la situation économique qui favorise l'essor de ce mouvement. Il se propage en raison de l'ambiance d'insécurité et de désespoir sur le plan social et comme 38 p. 100 de tous les chômeurs canadiens, en octobre, vivaient dans la province de Québec, cet état de choses accroît infiniment les dangers et les ennuis non seulement dans cette province, mais dans le Canada tout entier.

Je veux maintenant passer à l'autre extrémité du Canada, à ma province, la Colombie-Britannique. Le *Globe and Mail* de ce matin parlait d'une série de mises à pied dans l'industrie des contre-plaques de résineux en C.-B. Cette province fabrique presque tout le contre-plaqué de résineux au Canada et ces mises à pied sont le fait des cinq grandes sociétés de contreplacage en C.-B. Un député a parlé ce soir d'une certaine industrie qui était le secteur-clé de sa circonscription. Eh bien, je tiens à dire que l'industrie forestière est le secteur-clé de la Colombie-Britannique. C'est de loin l'industrie la plus importante et elle aide davantage les autres industries et services, offre plus d'emplois et de sécurité aux travailleurs que n'importe quelle autre industrie de la province. Ces mises à pied dont parlait le *Globe and Mail* de ce matin mettent le comble à la série de catastrophes qui s'est abattue sur la Colombie-Britannique depuis quelques mois. Nous sommes très inquiets dans la province, surtout en voyant le chômage envahir l'industrie forestière et celle du bois. Le refus du gouvernement de réviser sa ligne de conduite et d'étudier des moyens de créer des emplois nous consterne. Ces mesures seraient loin de régler le problème en général, mais ellesindraient en aide à un grand nombre de familles cet hiver.

Qu'il me soit permis de vous citer brièvement les statistiques du chômage en Colombie-Britannique. En septembre 1969, 33,000 personnes s'y trouvaient sans emploi. Pour le même mois, cette année, le total est de 58,000; en octobre 1969, on comptait 40,000 chômeurs en Colombie-Britannique, contre 69,000 pour le même mois cette année. Même ces chiffres tragiques ne disent pas tout. Les Indiens, m'apprend-on, ne sont pas inclus dans les statistiques sur le chômage. Cela va de soi. Je ne crois pas que les femmes le soient non plus, car je sais, et le député de York-Sud y a fait allusion, que, lorsque le chômage est répandu, les femmes ont beaucoup moins de chances de trouver un emploi. Or, un grand nombre de femmes, ayant cherché en vain, restent à la maison et abandonnent la partie. Il s'ensuit tout simplement une baisse du niveau de vie familial, avec toutes ses conséquences pour la famille et pour l'avenir des enfants.

Il y a quelque temps, le Conseil économique nous a signalé que le Canada ne pouvait tolérer un taux de

[M^{me} MacInnis.]

chômage supérieur à 3 p. 100 tout en ayant un niveau de vie acceptable. En Colombie-Britannique, le taux de chômage a presque atteint 8 p. 100. Nous avons aussi plus de 100,000 personnes qui vivent des prestations de bien-être social. Cela en dit long sur la situation économique de la province.

Les impôts fonciers ordinaires ont été majorés de plus de 10 p. 100 tous les ans depuis quatre ans, c'est-à-dire qu'ils ont été majorés de près de 50 p. 100. Où vont les impôts dans la ville de Vancouver? Les plus grandes dépenses de la ville de Vancouver sont affectées au service de police. Le syndicat des policiers demande une hausse de salaire et déjà leurs salaires représentent la plus large tranche du budget de la ville, qui s'élève à dix millions et demi de dollars. La commission de police demande aussi plus d'agents et de matériel. La note s'élèvera au total à quelque trois quarts de million de dollars. Je voudrais dire tout de suite que d'augmenter le nombre des agents de police et le matériel ne permettra pas davantage d'assurer le maintien de l'ordre et de la paix en Colombie-Britannique que dans la province de Québec, si la situation économique s'aggrave encore.

Les dépenses au titre de l'assistance sociale constituent un autre gros poste dans le budget de Vancouver. Elles s'élèvent à quelque 7 millions de dollars. Ce chiffre est quatre fois plus élevé qu'il y a quatre ans et il continue de monter. Même si le climat économique s'améliorait en 1971, la part des dépenses consacrées au bien-être social qui revient à la ville dépassera de beaucoup pour toute l'année ce qu'elle a été cette année-ci. L'arrivée de jeunes de passage dans la région n'a fait qu'aggraver le problème. J'ai déjà abordé ce sujet dans le courant de l'année. Les dépenses occasionnées par ces jeunes—et le ministère du Bien-être signale que moins de 10 p. 100 des secours sont versés à des personnes de l'extérieur—ont encore aggravé le problème.

Je tiens à signaler à la Chambre que la situation risque de devenir très grave dans la troisième ville du Canada, alors que dans cette province plus de 100,000 personnes touchent des prestations sociales, chiffre qui a quadruplé en l'espace de quatre ans. Aussi n'est-il pas surprenant que le maire de cette ville ne demanderait pas mieux que de recourir à une mesure analogue à la loi sur les mesures de guerre dans le seul but de détourner l'attention du public du fait qu'il ne fait absolument rien pour remédier au chômage qui sévit là-bas.

Je voudrais revenir maintenant sur certaines mesures qui devraient être prises, selon nous. Cet après-midi, le député de York-Sud a proposé que le gouvernement fédéral convoque une réunion des premiers ministres des provinces pour examiner les mesures à prendre, non pas à long terme, mais pour améliorer la situation cet hiver. C'est là une proposition éminemment raisonnable et à laquelle le gouvernement trouvera difficilement à redire. Je me contenterai de faire remarquer qu'il importe d'agir maintenant, car il faut passer aux actes dans les plus brefs délais si l'on veut éviter que des gens ne souffrent atrocement cet hiver, non seulement à Vancouver et en